L’ancienne épouse de Daesh devient la “sorcière arabe” en Suède

écrit par Jules Ferry | 30 mars 2023

Photo : l'épouse de Daesh en Syrie. Elle s'était aussi photographiée avec son téléphone avec des têtes décapitées, des cadavres et des armes. *(source).*

A droite : en Suède, en sorcière.

L'épouse de Daesh est venue en Suède; les autorités lui ont donné de l'argent, un logement et une identité protégée…

Sur les réseaux sociaux, elle proposait de "jeter des sorts" aux gens…

A gauche Fatosh Ibrahim en "sorcière", à droite en djihadiste. Source photo

- Une histoire qui montre la soumission de la Suède à l'islam et la naïveté du système…
- On ne va pas jeter la pierre à la Suède : Macron fait venir massivement les "épouses de Daesh" en France…

Samnytt

Fatosh Ibrahim, qui a été identifiée comme la chef de la brigade féminine de Daesh en Syrie, est condamnée à trois

petits mois de prison pour, entre autres, crimes de guerre. C’est ce qu’a décidé le tribunal de district de Göteborg.

Fatosh Ibrahim s’est rendue en Syrie en décembre 2012 et y a rejoint Daesh. Elle finit par prendre l’initiative de fonder une brigade de femmes qui fait office de police morale de la secte terroriste. La brigade de femmes utilise l’hôtel al-Karnak dans la capitale de Daesh, Raqqa, comme quartier général. L’hôtel a été bombardé par des avions de combat américains en mai 2017 et rasé.

La femme de gauche est…la même que celle de droite, doigt levé (Source photo).

Protégée en Suède

À ce moment-là, Fatosh Ibrahim a déjà fui la capitale de Daesh.

Elle revient en Suède avec deux enfants qu’elle a eus avec deux terroristes différents de Daesh.

A gauche : Jihadi John, qui a été décrit comme le premier djihadiste britannique à mourir en Syrie. La mère de l'enfant est Fatosh Ibrahim (à droite) source photo

Elle reçoit de l'argent, un logement et une nouvelle identité protégée de la part des services sociaux et du service de sécurité suédois. Tout cela dans le cadre de la politique du gouvernement rouge-vert visant à "réintégrer" les terroristes dans la société suédoise. (Note de JF : c'est du Sardine Ruisseau qui préconisait de faire venir les terroristes pour "mieux" les surveiller…).

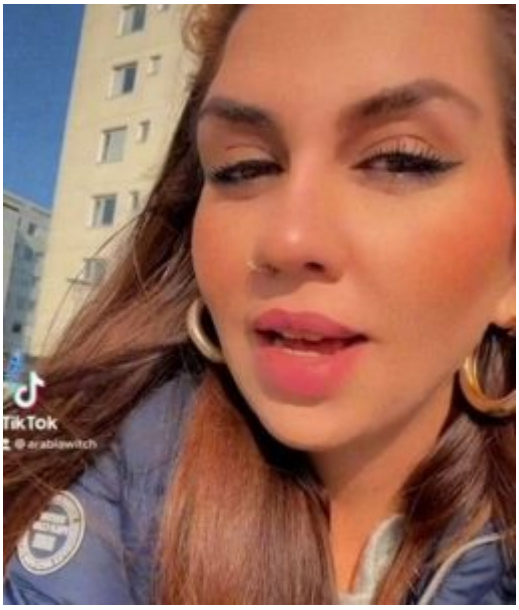

Photo : ici sans son maquillage de sorcière (source)

Mais la femme djihadiste a du mal à faire profil bas. Elle crée le profil "Arabiawitch" ["sorcière arabe"] sur les réseaux sociaux où elle propose de *"jeter des sorts"* aux gens…

La sorcière arabe met mal à l'aise les jeunes femmes, en particulier celles issues de l'immigration, qui ont entendu des rumeurs sur son passé au sein de Daesh. L'ancienne épouse de Daesh est signalée à la police à plusieurs reprises pour menaces tombant sous le coup de la loi, mais les plaintes sont classées sans suite.

En décembre 2020, Fria Tider révèle l'identité protégée de Fatosh Ibrahim, qui s'appelait auparavant Fatin al-Mandlawi et dirigeait la brigade féminine de Daesh. Elle est née en Irak et est arrivée en Suède avec ses parents et ses frères et sœurs pendant la guerre du Golfe, au début des années 1990. Le frère de Fatosh Ibrahim est **Hassan al-Mandlawi,** un terroriste de Daesh condamné à perpétuité. Lorsque Fatin s'est rendue en Syrie le 12 décembre 2012, c'est à lui qu'elle a rendu visite.

Elle menace les travailleurs sociaux

Après cette révélation, les services sociaux de Göteborg ont

reçu de nombreux témoignages d’inquiétude au sujet de Fatosh Ibrahim et de ses deux enfants. En septembre 2021, il a été décidé que les enfants devaient être pris en charge immédiatement, décision confirmée par la suite par le tribunal administratif.

Fatosh Ibrahim a riposté en menaçant les responsables des services sociaux et en les critiquant sur les réseaux sociaux. Les menaces sont prises au sérieux, compte tenu de l’appartenance de Fatosh à Daesh, et une enquête criminelle est ouverte. À ce moment-là, **une autre enquête de police était déjà en cours sur les crimes de guerre que la femme de Daesh était accusée d’avoir commis en Syrie plusieurs années auparavant.**

Fatosh Ibrahim est aujourd’hui condamnée pour menace à l’encontre d’un agent public, calomnie aggravée et crimes de guerre. La peine est de trois mois d’emprisonnement. Elle doit également verser 2000 € de dommages et intérêts à l’un des travailleurs sociaux.